

La guérilla a marqué des points au Salvador

Lire page 24 l'article
de FRANCIS PISANI

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

« Procès » à Kaboul

La condamnation à huit ans de prison, dimanche 13 mars, à Kaboul, du docteur Philippe Augoyard, « coupable » d'assistance médicale à un peuple en danger, a entraîné une réaction rapide du gouvernement français. Dans un communiqué, le ministère des relations extérieures a fait savoir que Paris « met tout en œuvre pour obtenir une mesure permettant la libération » du médecin d'Aide médicale internationale et « son retour en France ». Le ministère fait également remarquer que, dans cette affaire, les conventions internationales n'ont pas été respectées.

Ce communiqué ne mentionne que les autorités de Kaboul. Il s'agit là d'une subtilité diplomatique. On ne fait pas mystère, en effet, du côté français, qu'on considère Moscou comme responsable du sort du docteur Augoyard. Ce médecin, qui en était à son deuxième séjour « illégal » en Afghanistan, a été arrêté par des forces soviétiques, et il est évident que la responsabilité de la puissance occupante est lourdement engagée.

Pour autant qu'on le sache, c'est une parodie de procès qui a été infligée au docteur Augoyard, avec lequel aucune autorité consulaire française n'a pu prendre contact depuis son arrestation, le 16 janvier. Le « procès », a affirmé la radio afghane, a eu lieu en public, « devant plusieurs milliers de personnes », mais l'ambassade de France à Kaboul n'en avait pas été informée, et aucun avocat ne paraît avoir été désigné pour assister le médecin français.

Cette lourde condamnation vise sans doute deux objectifs.

La majorité veut tenir compte de l'avertissement des électeurs

- La gauche a mieux résisté au deuxième tour qu'au premier
- Elle perd trente et une grandes villes, garde Marseille et Belfort, conquiert Châtellerauld

Malgré la perte de quinze villes de plus de 30 000 habitants, qui s'ajoutent aux seize perdues le 6 mars, la majorité parvient à redresser la barre par rapport au premier tour grâce à une plus forte mobilisation de son électorat. Le taux de participation pour ce second tour de scrutin est de 79,70 %.

Aucun des dirigeants de la majorité ne semble vouloir ignorer la mise en garde qui lui a été adressée au premier tour. « Redressement, mais l'avertissement est entendu », a déclaré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S.,

qui a souhaité que la politique du gouvernement soit « plus concrète, plus simple, plus cohérente ». M. Pierre Mauroy a appelé à « la poursuite de l'effort national ». Pour le secrétaire général du P.C. — formation qui sort la plus affaiblie de ce scrutin, — « la droite est battue, mais c'est un avertissement sérieux pour le gouvernement, qui doit poursuivre la politique engagée le 10 mai 1981 ».

Le président de la République a reçu, lundi matin 14 mars, le premier ministre. La probabilité la plus couramment évoquée est celle

d'un prochain remaniement du gouvernement, dont la tâche prioritaire sera de résorber rapidement le déficit du commerce extérieur.

Sur les marchés des changes, le franc s'est quelque peu redressé, décollant de son cours-plancher vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est revenu de 2,8985 F, cours-plafond, à 2,8750 F, sans intervention de la Banque de France. Le franc belge est remonté subitement au sein du système monétaire européen, à la suite de mesures visant à réduire les sorties de devises hors Belgique.

LIMITER LES DÉGATS

par JEAN-MARIE COLOMBANI

A chacun son tour ! Défaite le 6 mars, la gauche a mobilisé ses réserves qui ont permis, le 13, un « sursaut incontestable », selon l'expression de M. Bérézgovoy.

A chacun son avertissement ! La majorité n'a pas su, comme l'a noté M. Jospin, « conserver tous ceux qui s'étaient rassemblés » autour de M. Mitterrand le 10 mai 1981. L'opposition, contrairement à ce que croyaient quelques-uns de ses dirigeants, a encore un certain chemin à parcourir si elle veut être en mesure de « bénéficier un jour de l'alternance démocratique », selon le vœu de M. Raymond Barre.

Pour la gauche, et en particulier pour le chef de l'État, il s'agit désormais de montrer que le message a été reçu et de faire en sorte qu'il soit salutaire ; bref, il s'agit d'éviter de faire comme son prédécesseur qui, dûment « averti » aux élections can-

tonales de 1976 et de 1979, et surtout aux élections municipales de 1977, n'avait pas su ou pu redresser la situation de son propre camp.

(Lire la suite page 4.)

POUR QUELQUES MILLIARDS DE MOINS

par PHILIPPE LABARDE

Plus encore que les pourcentages de voix obtenues par la majorité et l'opposition à l'occasion des élections municipales, il est un chiffre qui obsède le pouvoir : celui du déficit du commerce extérieur — plus de 90 milliards de francs en 1982. S'il

est un indicateur aussi symbolique qu'inquiétant, c'est bien celui-là. Symbolique, dans la mesure où il traduit sèchement les conséquences de la politique de relance menée par la France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir et les faiblesses structurelles de l'industrie française. Inquiétant dès lors qu'il amène notre pays à accroître dangereusement son endettement au risque de nuire à terme à son crédit international.

Redresser le commerce extérieur est donc devenu l'objectif prioritaire du pouvoir et toutes les décisions économiques qui seront prises dans les semaines qui viennent seront commandées par cet impératif. Sur ce thème s'est amorcé et durci discrètement au fil des mois un débat qui divise la gauche et le P.S. lui-même entre partisans d'une ligne « modérée », et tenants de solutions plus radicales.

(Lire la suite page 4.)

LES NÉGOCIATIONS SUR LE PRIX DU PÉTROLE

L'OPEP semble s'acheminer vers un accord

Après onze jours de négociations, les treize ministres du pétrole membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) pourraient parvenir ce lundi 14 mars à un accord prévoyant une baisse de 5 dollars par baril du prix du brut de référence — qui serait ainsi ramené de 33 dollars à 29 dollars — et la fixation d'un plafond de production de 17,5 millions de barils par jour pour 1983. La conclusion de cet accord était subordonnée à une réponse du Venezuela, qui a refusé jusqu'à présent d'accepter les quotas de production qu'on lui proposait.

(Lire page 44 l'article de VÉRONIQUE MAURUS)

La gauche continue

APRÈS bientôt deux ans d'exercice du pouvoir, la gauche est-elle devenue insupportable ? Non, ont répondu les électeurs au second tour des municipales, alors qu'ils avaient exprimé, au premier tour, une réelle insatisfaction. Ils ne renoncent pas au changement politique de 1981, mais ils en attendent mieux.

Comme le précédent, en 1977, et suivant une tendance qui s'applique à toutes les consultations locales, même les cantonales, le renouvellement des municipalités a pris valeur de test national. C'est le prix payé à un mode de désignation du président de la République et des députés qui contraindrait l'électorat à une bipolarisation très serrée dans son partage : on est régulièrement tenté de le remettre en cause entre les échéances prévues à cet effet.

Et c'est bien ce qui s'est produit au premier tour avec la mobilisation particulièrement réussie de l'opposition et une certaine défection dans les rangs de la majorité.

Au second tour, la gauche a retrouvé une adhésion plus massive qui lui a permis, d'une part, de limiter ses pertes sur le terrain, d'autre part, de corriger la signification du vote précédent.

Au total, la majorité perd